

Canadian Council
for Refugees

Conseil canadien
pour les réfugiés

-
- Ottawa
26-28 novembre

Reconquérir le soutien de l'opinion publique :
Construire le mouvement pour les droits des
réfugiés et des migrants

Rapport de la Consultation d'automne 2024

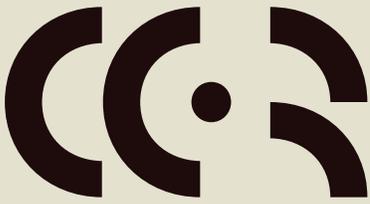


Table de Matières

3	Introduction
4	Plénières
8	Conclusions tirées des ateliers
18	Caucus
19	Résultats
20	Évaluations
21	Commentaires des participants
22	Remerciements
24	Le CCR sur la Colline



Introduction

La Consultation de l'automne 2024 s'est tenue à Ottawa du 26 au 28 novembre sur le thème **Reconquérir le soutien de l'opinion publique : Construire le mouvement pour les droits des réfugiés et des migrants**. Étant donné qu'il s'agissait de la dernière Consultation avant une élection fédérale cruciale, le CCR a travaillé à mobiliser une vaste coalition intersectorielle dans le but de renforcer le soutien public et politique en faveur des réfugiés et des nouveaux arrivants. Le CCR et ses membres savent que l'accueil des réfugiés et des migrants bénéficie d'un soutien public important et de valeurs fortes au Canada. Cependant, ce soutien est mis à dure épreuve, et l'on tente de faire croire au public qu'il s'affaiblit. Nous nous sommes réunis à Ottawa pour récupérer cet espace et travailler au maintien et à l'augmentation du soutien du public canadien aux politiques qui offrent un avenir digne et durable aux réfugiés et aux (im)migrants.

Les personnes ayant participé comprenaient des nouveaux arrivants, des représentants d'organismes nongouvernementaux (ONG), des représentants du gouvernement ainsi que des universitaires.

430 participant-e-s

3 plénières

15 ateliers

3 caucus

50 intervenants des sessions

40 modérateurs/facilitateurs

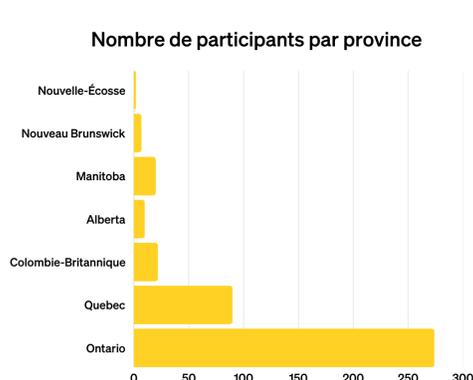
30 bénévoles

La Consultation en chiffres

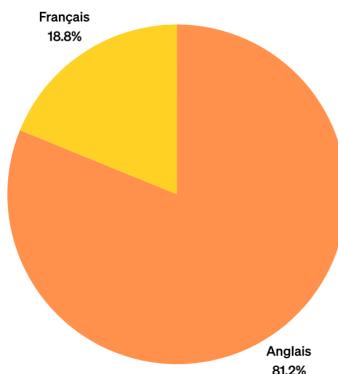
La Consultation a consisté en quatre plénières, trois caucus et 15 ateliers, au cours desquels les participants ont eu l'occasion d'engager un dialogue constructif non seulement entre eux, mais aussi avec des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et des agents d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

Lors de chaque session, nous avons exploré le thème de la Consultation et identifié les enjeux prioritaires et les points d'actions par le CCR et ses membres au cours de l'année à venir, détaillés aux pages ... de ce rapport.

La Consultation a réuni 430 personnes, dont des réfugiés, immigrants, représentants d'ONG, défenseurs des droits humains, représentants du gouvernement et universitaires provenant de tout le pays et de l'étranger.



Langue préférée des participants



- Nombre d'intervenants lors des plénières : 7
- Nombre d'étudiants preneurs de notes de l'Université d'Ottawa : 63
- Nombre de participants ayant l'anglais comme langue préférée : 349
- Nombre de participants ayant le français comme langue préférée : 81

Plénières

Plénière d'ouverture 2024 — Renforcer le pouvoir intersectoriel : Reconquérir le soutien en faveur des réfugiés et des nouveaux arrivants

Intervenants :

- **Stephen Brown** (Directeur général du Conseil national des musulmans canadiens)
- **JP Hornick** (Président du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario)
- **Debbie Owusu-Akyeeah** (Codirectrice de la politique et du plaidoyer, Action Canada pour la santé et les droits sexuels)
- **Catherine Lussier** (Coordinatrice du Front d'action populaire en réaménagement urbain)



La plénière d'ouverture de la Consultation s'est concentrée sur le rétablissement du soutien public et politique aux réfugiés et aux migrants, sur l'importance de lutter contre les stéréotypes nuisibles par l'éducation du public et les réformes structurelles, et sur la nécessité de créer des coalitions ayant une vision commune.

Les intervenants ont souligné l'importance d'éduquer le public et la façon dont le fait d'ignorer la montée de la haine et les causes structurelles de la discrimination peut nous mener sur la voie dangereuse de l'autoritarisme. L'idée fautive selon laquelle les réfugiés sont responsables de la pénurie de logements et de main-d'œuvre au Canada, ou qu'ils pèsent sur les ressources publiques, relève d'un discours d'extrême droite qui ne fait qu'aggraver le mal. Toutefois, le « véritable ennemi » réside dans l'inégalité systémique, et non dans les groupes marginalisés. Nous avons besoin d'une « vision unificatrice » pour faire face aux peurs et aux divisions dans un monde qui change.

Les intervenants ont convenu que pour se soutenir mutuellement de manière pratique afin de créer un changement efficace, tout le monde doit être impliqué, en particulier ceux qui ont eu l'impression d'être laissés de côté.

Voici quelques-unes des conclusions de la plénière :

- Reconnaître que la résolution des enjeux systémiques passe par la création de coalitions et qu'il est essentiel d'établir un lien entre les objectifs de justice sociale et les récits entourant l'immigration
- Le CCR devrait prendre en compte la nécessité d'élaborer des récits qui relient la lutte pour les droits des réfugiés aux besoins démographiques et à l'économie.

2024 Plénière du milieu avec l'honorable Marc Miller

La deuxième plénière de la Consultation a accueilli l'honorable Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada (IRCC), dont le discours d'introduction a porté sur les flux migratoires au Canada et dans le monde entier, et sur la manière dont ces flux ont influé sur les décisions politiques du pays. Il a cité le Programme de réinstallation des Afghans et la Voie d'accès à la mobilité économique comme exemples du travail accompli par le gouvernement pour accueillir les migrants et les réfugiés. M. Miller a reconnu les lacunes des récits actuels qui rendent les immigrants responsables des difficultés du Canada. Il a également expliqué comment le pays a pris des mesures pour s'assurer que les demandes d'asile sont bien soutenues, notamment en proposant des programmes d'aide au logement et en s'appuyant sur le travail effectué au Rainbow Railroad pour les membres de la communauté LGBTQ+.



La séance de questions-réponses a permis aux participants d'échanger avec M. Miller et de faire entendre leurs préoccupations, tout en obtenant des réponses à leurs questions. Interrogé sur les conséquences de la nouvelle administration Trump aux États-Unis sur la frontière et son impact sur les migrants vulnérables, M. Miller a répondu qu'en dépit des défis observés à la frontière américaine, le Gouvernement du Canada continuerait de collaborer avec le Gouvernement des États-Unis afin d'assurer une gestion migratoire équilibrée. Il a également souligné que les Canadiens devraient s'habituer à être en désaccord avec certaines politiques gouvernementales.

La plénière a souligné l'importance de la collaboration entre le gouvernement et la société civile pour relever les défis auxquels sont confrontés les réfugiés et les migrants.

Voici quelques-unes des conclusions finales :

- Parmi les défis à relever figurent la lutte contre la désinformation, la gestion des politiques frontalières, l'amélioration des délais de réunification familiale et le renforcement de l'aide aux victimes de violence fondée sur le sexe.
- La collaboration entre les agences fédérales et les organismes à but non lucratif reste essentielle pour améliorer le système, et la philanthropie peut jouer un rôle plus important dans le soutien aux demandeurs d'asile.
- Les politiques du Canada en matière d'immigration et de réfugiés visent à trouver un équilibre entre le soutien de l'opinion publique et le leadership mondial.

2024 Plénière du soir avec Anat Shenker Osorio : S'éloigner de notre rhétorique : Créer des récits qui accueillent et que convainquent

Animatrice du podcast Words to Win By et directrice d'ASO Communications, Anat Shenker-Osorio examine les raisons pour lesquelles certains messages échouent alors que d'autres sont efficaces. Elle a mené des recherches sur de nouveaux messages dans des domaines allant de la liberté de se syndiquer à l'énergie propre, en passant par les droits des immigrants et la réforme de la justice pénale. L'approche originale d'Anat, qui s'appuie sur des expériences d'amorçage, des tests basés sur des tâches et des sondages en ligne, a permis de remporter des victoires électorales et politiques progressistes dans le monde entier.

Le discours d'Anat, qui visait à repenser la manière dont nous utilisons le langage pour que nos messages trouvent un écho auprès du grand public, était principalement axé sur l'importance de privilégier l'empathie par rapport à la sympathie et de mettre en avant des valeurs afin de mobiliser notre base et de persuader le milieu.



L'organisation d'Anat propose de nombreux guides de messages utiles que nous pouvons tous intégrer dans notre travail. Ces guides peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : asocommunications.com.

Les éléments d'un message réussi (ASO Communications)

1. Commencez par mettre en avant des valeurs comme la liberté, la famille et l'amour, en indiquant qu'elles sont partagées par toutes les races, toutes les classes sociales et tous les milieux.

S'il est compréhensible que l'on veuille insister sur les horreurs vécues par les immigrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, des années de recherche ont montré que le fait de se concentrer uniquement sur les préjugés démoralise et démobilise les gens, ce qui les pousse à se détourner de la situation plutôt qu'à passer à l'action.

Ancrez plutôt votre message dans une valeur commune, comme la liberté, la famille ou l'amour, et soulignez le courage et la ténacité des personnes qui s'installent au Canada. Insistez sur les liens que les immigrants et les réfugiés entretiennent avec nos communautés ; ils font partie intégrante de nos églises, de nos écoles, de nos quartiers et de nos familles.

Nommer la race explicitement pour construire un « nous » inclusif afin de repousser la division que notre opposition alimente. Évitez les termes tels que « la frontière » ou « la crise des (im)migrants », qui mettent en avant la rhétorique nationaliste qui divise l'opposition ; mettez plutôt l'accent sur les personnes qui recherchent une vie meilleure pour leur famille.

2. Nommez les coupables et leurs motivations à perpétuer des préjugés et désigner des boucs émissaires.

Il est essentiel d'expliquer clairement l'origine de la situation actuelle. Expliquer clairement qui est responsable des problèmes auxquels nous sommes confrontés - les politiciens et les entreprises qui utilisent le bouc émissaire racial pour s'emparer du pouvoir et le conserver, et qui sèment la division entre nous.

3. Combattre le cynisme en soulignant les victoires passées et récentes que nous avons remportées grâce à l'action collective et à l'unité.

Le fait de citer les façons dont nous avons agi ensemble dans le passé pour obtenir des changements positifs nous permet de lutter contre le cynisme et de résister aux affirmations erronées de nos adversaires.

4. Terminer par une vision d'un avenir meilleur que nous atteindrons en préservant l'intégrité de nos communautés et en respectant toutes les familles.

Nous devons conclure avec la vision d'un beau lendemain qui inclut la sécurité, la justice et la prospérité pour tous. Un pays qui défend nos valeurs communes d'amour et de liberté grâce à un processus d'immigration équitable qui respecte toutes les familles.

2024 Plénière finale avec Toula Drimonis : « Comment réduire la peur et augmenter l'empathie »



Si nous avons la chance de vivre dans un pays que les gens veulent rejoindre, plutôt que dans un endroit qu'ils doivent fuir, nous avons la responsabilité morale et légale de traiter les autres humains avec dignité et attention. – de Seeking Asylum : Building a Shareable World, par Toula Drimonis

Avant l'assemblée générale annuelle, Toula Drimonis, journaliste montréalaise, chroniqueuse d'opinion, productrice de nouvelles et auteure de « We, the Others » et « Seeking Asylum : Building a Shareable World », a présenté la dernière plénière de la consultation. Sa présentation s'est concentrée sur la lutte contre la désinformation, sur la manière de parler aux gens de l'immigration par la mise en œuvre d'une « inclusion douce », sur la collaboration avec les journalistes pour raconter des histoires avec précision, et sur l'importance de la promotion et du soutien de l'éducation aux médias.

Voici quelques-uns des constats clés de la présentation :

- Les organisations doivent constamment réagir, discuter de la meilleure façon de traiter les causes profondes de l'immigration, et pas seulement le contrôle des frontières, et s'assurer que le public sait pourquoi les immigrants viennent ici.
- L'importance de créer des opportunités pour les journalistes de s'entretenir avec des experts en matière de migration - y compris les organisations présentes à la consultation du CCR - car cela permet au public d'obtenir les faits
- Les organisations sur le terrain devraient créer des guides expliquant comment les journalistes devraient aborder les questions liées aux migrants et aux réfugiés.
- L'accès à la vérité augmente la probabilité que le public soutienne de meilleures politiques publiques, ce qui, à son tour, augmente la probabilité que les politiciens soutiennent également ces politiques.

Conclusions tirées des ateliers

Des priorités, des idées et/ou des recommandations pour le plaidoyer ont été identifiées dans chaque séance, reflétant les questions émergentes lors des discussions de Consultation.

1. La nécessité d'un plan national pour l'asile dans la dignité

Cet atelier a permis de faire le point sur les progrès de la campagne «Asile dans la dignité». Les participants ont pu entendre Alexis Graham, directeur général des Voies d'accès complémentaires et des services d'asile à IRCC, et Deanna Vecchiarelli, qui représentait la ville d'Ottawa.

Quelques conclusions et préoccupations ont été soulignées lors de l'atelier :

- La nécessité d'adopter des approches novatrices et d'investir à long terme afin de permettre aux demandeurs d'asile de s'installer dans des logements plus abordables dans différentes régions.
- Des préoccupations concernant le financement et l'accès restreint aux services d'établissement, ainsi que le manque de communication efficace avec les processus et les politiques intergouvernementaux.
- La nécessité d'une approche tenant compte des traumatismes et adaptée aux différents besoins culturels et linguistiques des demandeurs d'asile.
- Un système spécialement conçu pour les demandeurs d'asile, distinct du système des refuges, offrirait une assistance plus spécialisée.

L'atelier s'est terminé par un accord sur la nécessité et l'urgence d'une coordination entre les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux. Pour que le Canada continue d'être une source d'espoir pour les personnes dans le besoin, il faut un plaidoyer et une collaboration soutenus.

2. Étudiants internationaux : La marchandisation et les problèmes systémiques ouvrent la voie à l'exploitation et aux abus

Alors que le CCR commence à aborder le sujet des étudiants internationaux, cet atelier a permis aux participants d'identifier la manière dont le CCR peut apporter son soutien dans ce domaine. L'atelier a donné un aperçu des différents défis auxquels les étudiants internationaux sont confrontés, tels que l'insécurité alimentaire, le manque d'accès aux fonds fédéraux, le manque de soutien institutionnel de la part des collèges et des universités, ainsi que la façon dont ils ont été utilisés comme boucs émissaires pour la crise du logement.

Au cours des sessions en petits groupes, les participants ont été invités à explorer ce que devrait être la position publique du CCR sur les étudiants internationaux. Voici quelques-unes des idées mises en avant au cours de ces sessions :

- Changer les récits pour mettre en lumière les conditions de vie précaires des étudiants internationaux
- La nécessité de réprimer les recruteurs contraires à l'éthique
- Augmenter le financement accessible aux étudiants internationaux
- Offrir un meilleur soutien aux étudiants internationaux de la part des institutions académiques et des organismes communautaires
- La nécessité de remédier au manque d'intégration sociale et culturelle des étudiants internationaux

3. Comité des affaires juridiques du CCR — Litiges d'intérêt public et qualité pour agir

L'atelier sur le travail du Comité des affaires juridiques (LAC) du CCR a été dirigé par les coprésidents du LAC, Jennifer Stone, Mntenan Abd-El-Razak et Jamie Liew. Ils ont donné un aperçu du rôle de ce comité, qui consiste à rechercher des cas qui bénéficieraient de l'intervention du CCR pour répondre aux préoccupations sur les politiques et améliorer les lois qui discriminent les immigrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et d'autres non-citoyens. Le CCR a participé à 25 interventions devant la Cour suprême au cours des 25 à 30 dernières années. Cependant, le ministère de la Justice continue de chercher à retirer le CCR en tant que partie d'intérêt public et a tenté de mettre fin à de nombreuses affaires. En date du 26 novembre 2024, le Comité des affaires juridiques du CCR est impliqué dans deux affaires en cours.

Dans la deuxième partie de l'atelier, les participants ont été divisés en quatre groupes qui se sont vus attribuer chacun une question à débattre. Leurs conclusions et leurs réflexions ont porté sur les points suivants :

- Lors de la prestation de conseils à un client organisationnel dans un contexte juridique incertain, il est crucial de comprendre ce que le client recherche dans cette situation, que ce soit des conseils ou une représentation complète.
- Il est important que le CCR soit plus visible pour le public, afin qu'il soit plus accessible en tant qu'organisme. La communication au public des objectifs et des actions du Comité des affaires juridiques du CCR peut améliorer la capacité d'action.
- Pour que les différents secteurs du CCR restent informés et en contact, il est suggéré que des représentants de chaque secteur assistent à différentes réunions importantes.
- Le fait que certains membres du Comité des affaires juridiques ne soient pas juristes permettrait à l'organisme de se rapprocher d'autres secteurs et du public.
- Le CCR devrait continuer à adopter le « modèle de pratique du droit communautaire », fondé sur l'humilité et l'avancement des mouvements sociaux, qui crée des relations plus étroites entre les avocats et les parties qu'ils représentent

4. Mobiliser nos communautés : Fournisseurs de services, plaidoyer et alliances

Quelles sont les obligations des fournisseurs de services lorsqu'il s'agit de s'engager dans des activités de plaidoyer? Comment les organismes d'établissement peuvent-ils s'allier aux communautés qu'ils servent pour promouvoir leurs droits? Quelle est l'intersection entre le plaidoyer et les possibilités de financement?

Dans cet atelier, les participants ont entendu des intervenants en établissement et des utilisateurs de services parler de leurs expériences en matière de renforcement du pouvoir de plaidoyer au sein des organismes et de mobilisation des utilisateurs dans le cadre de plaidoyers politiques et médiatiques, ainsi que dans des contextes de narration et d'organisation communautaire. Cet atelier a encouragé les fournisseurs de services à adopter une approche de plaidoyer qui consiste en « parler avec » plutôt que « parler pour ».

Voici quelques-uns des constats clés tirés des présentations :

- Les contraintes budgétaires peuvent limiter l'aide au sein des groupes et les enjeux jugés « sensibles », tels que le génocide en Palestine, posent des problèmes importants pour l'obtention d'un financement
- En comprenant et en prenant en compte les craintes et les besoins des demandeurs d'asile, les médias peuvent jouer un rôle essentiel en favorisant un parcours plus clair et plus solidaire pour eux

-
- Parmi les défis à long terme figurent la gestion de la pression médiatique et le plaidoyer pour l'obtention de permis temporaires pour les personnes menacées d'expulsion.
 - L'importance de créer des opportunités de soutien et d'engagement pour les jeunes leaders, ce qui peut les aider à grandir et à s'intégrer dans leurs nouvelles communautés.
 - Le récit et l'expression créative ont un pouvoir important pour créer des liens entre les communautés, favoriser la compréhension et amplifier la voix des jeunes.

5. Nouveaux enjeux de la détention à des fins d'immigration

L'atelier a mis en lumière les inégalités systémiques et les violations des droits humains au sein du système de détention en immigration au Canada, soulignant l'urgence de réformes en profondeur. Il a rassemblé des experts juridiques, des défenseurs des droits humains et des organismes communautaires, chacun apportant son expertise afin d'orienter clairement les efforts de plaidoyer.

Ryan Malloy, de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), a souligné l'engagement de l'ASFC à assurer la sécurité tant du personnel que des personnes détenues, en particulier dans les environnements à haut risque. Cependant, des préoccupations ont été soulevées concernant la violence subie par les personnes sans statut, un enjeu que Malloy a reconnu comme systémique et pouvant nécessiter un examen centralisé. Julia Sande, d'Amnesty International, a mis en évidence l'absence de surveillance indépendante de l'ASFC, une faille majeure qui perpétue les violations des droits humains.

Hanna Gros, de Human Rights Watch, a cité des cas précis où des détenus se sont vu refuser des soins médicaux essentiels en raison d'un manque de personnel ou de l'indisponibilité d'interprètes, soulignant ainsi les lacunes systémiques du régime de détention canadien. Elle a recommandé l'abolition pure et simple de la détention des immigrants, soulignant que de telles pratiques sont fondamentalement incompatibles avec les normes internationales en matière de droits humains.

Subodh Bharati, de la Osgoode Hall Law School, et Cory Wanless ont abordé la bataille juridique contre l'utilisation par le Canada de prisons provinciales pour la détention d'immigrants. Ils ont souligné l'importance des efforts de plaidoyer au-delà de la salle d'audience, en plaidant pour des campagnes publiques visant à sensibiliser et à créer une dynamique pour un changement systémique.

Laïla Demirdache, de Services juridiques communautaires, a partagé son expérience de participation aux enquêtes du coroner sur des décès survenus en détention d'immigrants, avec un cas en particulier : l'histoire tragique de Melkioro Gahungu, un réfugié burundais qui a fui son pays en 1994 et a été réinstallé au Canada. Sa mort par suicide en 2016 a révélé des défaillances systémiques critiques, notamment en matière de soins de santé mentale et d'accessibilité linguistique dans les centres de détention. Demirdache a souligné la valeur des enquêtes du coroner comme outils de plaidoyer, expliquant que les recommandations du jury de ces enquêtes sont versées au dossier public. Elles constituent ainsi des mesures réalisables pour tenir les organismes gouvernementaux responsables et prévenir de futures tragédies.

Au cours des discussions, le public a soulevé plusieurs enjeux pressants, notamment :

- Les préoccupations concernant les méthodes employées par les agents pour contraindre les détenus à signer des documents sans représentation légale appropriée
- Les conditions de détention imitent souvent les persécutions ou les traumatismes subis par les détenus dans leur pays d'origine.

-
- L'insuffisance de la formation du personnel de sécurité, en particulier celui provenant de sociétés privées, dans les centres de détention, notamment à la suite du suicide d'un détenu en Colombie britannique en 2022.
 - Les défis de la collaboration entre les ONG et l'ASFC
 - L'utilisation de la détention comme outil pour faciliter l'expulsion et instiller la peur au sein des communautés de migrants, alors qu'elle devrait être une mesure de dernier recours.

En réponse à ces préoccupations, les intervenants ont formulé les recommandations suivantes visant à remédier aux lacunes systémiques du régime de détention des immigrants au Canada :

- La nécessité de renforcer les mécanismes de surveillance de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) en créant un organe de contrôle civil totalement indépendant
- Audits réguliers et indépendants des pratiques de l'ASFC, de ses centres de détention et de ses sous-traitants
- Formation obligatoire en santé mentale pour le personnel de détention, axée sur la prévention du suicide, la prise en charge tenant compte des traumatismes et les effets déstabilisants des expulsions.
- Accès à une interprétation linguistique en temps réel et à des soins de santé culturellement adaptés afin d'atténuer les effets des traumatismes et d'améliorer la prise en charge des détenus.
- Mettre fin à l'utilisation des prisons provinciales et fédérales pour la détention d'immigrants et passer à des alternatives basées sur la communauté
- Réorienter les fonds actuellement consacrés à la détention vers des programmes communautaires, tels que les systèmes de gestion de cas.
- La nécessité de mettre en place des programmes de formation complets pour le personnel de détention afin de mieux gérer les crises de santé mentale et d'atténuer les risques encourus par les détenus vulnérables.

6. Renforcer les systèmes de soutien aux travailleurs migrants au Canada

Consacré aux défis rencontrés par les travailleurs migrants dans les professions à bas salaires, l'atelier a exploré des méthodes et des approches innovantes pour mettre en place des systèmes de soutien solides spécifiquement adaptés aux travailleurs migrants dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation alimentaire et d'autres secteurs à bas salaires.

Gabriel Allahdua, ancien travailleur agricole migrant et auteur des mémoires *Harvesting Freedom*, a parlé des vulnérabilités auxquelles les travailleurs migrants sont confrontés au Canada, comme le fait d'être privés des droits humains fondamentaux, d'être exclus de la société et d'être liés à un employeur spécifique, ce qui peut conduire à l'exploitation.

Clarizze Truscott, défenseure des travailleurs étrangers temporaires, a fait une présentation de la Kabisig Society of Fort Saskatchewan, un organisme à but non lucratif qui aide les travailleurs migrants philippins en leur donnant accès à divers services, notamment l'aide à l'immigration, la mise en relation avec les services locaux, le logement et le transport.

Hannah Deegan, avocate et membre de l'Association pour les droits des travailleuses.r.s de maison et ferme, a examiné les défis et les succès des recours collectifs et des litiges stratégiques, ainsi que sur les différences entre les deux. Elle a également abordé les deux volets de l'avancement de la justice pour les migrants : d'une part, s'attaquer aux obstacles et aux enjeux structurels, et d'autre part, faire en sorte que les auteurs d'exploitation et d'abus rendent compte de leurs actes.

Voici d'autres éléments retenus de l'atelier :

-
- Appel à un permis de travail ouvert pour tous et à l'abolition du système actuel de permis de travail
 - La nécessité d'une plus grande participation des travailleurs migrants aux discussions
 - Faciliter l'accès au financement pour les travailleurs et prioriser l'organisation d'activités les fins de semaine afin de favoriser leur participation.

7. Processus de réinstallation des réfugiés d'Afrique dans le cadre du PPPR : défis posés par IRCC et l'OIM

Malgré de récentes améliorations, les bureaux des visas situés sur le continent africain continuent d'avoir des temps d'attente parmi les plus longs en ce qui concerne la réinstallation des réfugiés dans le cadre du programme de parrainage privé de réfugiés. Cet atelier a exploré la manière dont IRCC aborde ces enjeux, y compris les préoccupations liées au racisme systémique et à l'équité dans les réponses aux crises, ainsi que les conséquences pour les personnes confrontées à de longs délais d'attente.

La réponse du Canada à la crise en Syrie et en Afghanistan montre que le Canada a la capacité de faire plus pour des pays comme le Soudan, mais qu'il choisit de ne pas le faire. Pire encore, en novembre 2024, le délai de traitement estimé des demandes soudanaises était d'environ 45 mois (près de 4 ans).

Voici d'autres constats clés et conclusions de l'atelier :

- L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est critiquée en Afrique pour avoir retardé les procédures d'obtention de visas, les laissant parfois expirer en raison de sa propre négligence.
- Par le passé, le Canada a rapidement et adéquatement annulé des demandes d'asile et parrainé des dizaines de milliers de réfugiés, mais il n'a pas fait preuve de la même urgence et de la même sollicitude à l'égard des demandeurs soudanais.
- Dans toute l'Afrique, les bureaux des visas de villes comme Dar Es Salaam, Nairobi et l'Égypte sont restés inactifs et n'ont donné suite à aucune demande marquée SD202.
- La raison pour laquelle les bureaux des visas n'ont jamais réussi à classer les demandes soudanaises par ordre de priorité est le manque de suivi.

8. Causes profondes des déplacements de Palestiniens et du racisme anti-palestinien : de 1948 à aujourd'hui

Cet atelier s'est concentré sur les causes profondes historiques et actuelles du déplacement des Palestiniens, sur les principales lacunes en matière de protection des réfugiés palestiniens et sur les facteurs juridiques et géopolitiques qui ont conduit à un traitement différencié des réfugiés palestiniens dans le monde entier.

Mouin Rabbani a donné un aperçu historique de l'apatridie et du déplacement des Palestiniens. Avec les récentes déclarations internationales tenant Israël pour responsable de génocide, Rabbani a exhorté les participants à faire pression pour une plus grande responsabilisation au niveau mondial.

Le Dr Yipeng Gi a fait part de son expérience de travail à Gaza, en décrivant la crise humanitaire résultant du génocide et de l'occupation illégale de la Palestine. Il a souligné la force et la persévérance remarquables du peuple palestinien et a insisté sur la nécessité de disposer de ressources de santé mentale culturellement adaptées pour soutenir toutes les personnes touchées. En outre, il a fait valoir que la communauté internationale ne peut prétendre à l'ignorance, car les atrocités commises à Gaza sont bien documentées.

Ameena Sultan, avocate spécialisée dans le droit des réfugiés et cofondatrice de l'Arab Canadian Lawyers Association, s'est penchée sur les obstacles juridiques systémiques auxquels sont confrontés les réfugiés palestiniens. Sa présentation a mis l'accent sur le rôle du racisme anti-palestinien dans la perpétuation de la marginalisation palestinienne. Pour lutter activement contre l'effacement des identités palestiniennes, elle identifie explicitement Israël comme l'auteur des persécutions dans les demandes d'asile de ses clients.

Voici quelques-uns des éléments retenus de l'atelier et de la séance de questions-réponses :

- La nécessité d'une action collective et d'une responsabilité individuelle, ainsi que l'importance d'un plaidoyer continu
- Le racisme anti-palestinien est manifeste dans les politiques d'immigration du Canada, notamment à travers les obstacles à la réinstallation et à la demande d'asile, ainsi que par les mesures de sécurité excessives et l'échec global de la politique d'intérêt public sur les visas de résident temporaire pour Gaza.
- Les participants ont été encouragés à réfléchir non seulement à la fin de la violence, mais aussi au processus de reconstruction qui suivra une fois les bombardements terminés
- L'importance d'être informé lorsqu'il s'agit de voter, en notant que les Canadiens devraient activement voter pour des politiciens qui ne soutiennent pas les politiques contribuant au génocide ou à la violence

9. Histoires passées sous silence : Lutte contre la violence sexuelle à l'encontre des femmes et des migrants LGBTQ+

En mettant l'accent sur les femmes et les migrants et réfugiés LGBTQ+, cet atelier a mis en lumière la réalité des violences sexuelles et la façon dont leurs conséquences sont souvent négligées par les services d'immigration et d'établissement.

Rosa Arteaga, de Battered Women's Support Services de Vancouver, a insisté sur la nécessité pour les fournisseurs de services d'adopter une approche fondée sur les principes du féminisme, de l'intersectionnalité et de l'anti-oppression afin de mieux protéger les personnes qu'ils soutiennent.

Deepa Mattoo, de Barbra Schlifer Commemorative Clinic de Toronto, a mis l'accent sur les obstacles à la communication et le manque d'informations fournies aux femmes réfugiées et migrantes. Elle a souligné que le fait de fournir aux survivants un soutien juridique et les interprètes appropriés a un impact profond sur leur préparation et leur anxiété, et que ce soutien peut aider les survivants à comprendre pleinement toutes les étapes juridiques et à se sentir plus à l'aise pour raconter leur histoire.

Vicky Zoi a parlé du Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI), un organisme/centre situé à Montréal qui lutte contre la violence sexuelle, et du développement d'une approche axée sur les besoins des femmes migrantes, quel que soit leur statut. L'une des initiatives de MCVI s'appelle le Projet Phoenix : La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle, un projet qui aborde les expériences des femmes qui migrent à travers la zone extrêmement dangereuse du bouchon du Darién.

Voici quelques autres éléments retenus des présentations et groupes de discussion :

- Les professionnels ont besoin d'une formation plus poussée pour aborder cette question de manière holistique avec les clients qui en font l'expérience et pour faciliter l'accès au soutien et aux services dont ils ont besoin, à la thérapie, etc.

-
- Un changement systémique majeur est nécessaire, car le système judiciaire actuellement en place crée des difficultés pour les survivants migrants et leurs familles.
 - Un soutien devrait également être apporté aux travailleurs qui aident les survivants.

10. Décortiquer la prise en charge collective et les organismes du secteur qui tiennent compte des traumatismes

Cet atelier a exploré la tension à laquelle les employés sont confrontés entre la prise en compte des traumatismes et la recherche de la sécurité psychologique, d'une part, et la détresse morale et les préjudices liés au travail dans les services sociaux, d'autre part. La question centrale de cet atelier était la suivante : comment sommes-nous influencés par les histoires que nous entendons et voyons ?

Les panélistes ont discuté de l'importance de l'autogestion pour permettre des pratiques tenant compte des traumatismes, de l'impact des traumatismes indirects sur les travailleurs et de la valeur d'un lieu de travail ouvert et sûr.

Voici quelques-uns des éléments retenus de la discussion et la séance de questions-réponses :

- Une préoccupation générale concernant le manque de financement et d'accès aux ressources pour les travailleurs traumatisés et les injustices auxquelles certaines personnes peuvent être confrontées lorsqu'elles en font la demande
- L'idée que la pleine conscience et la prise en charge tenant compte des traumatismes doivent être prises au sérieux par chaque membre d'un organisme
- Les organismes doivent commencer à mettre en œuvre de bonnes pratiques en matière d'autogestion de la santé et créer des moments où les membres de l'équipe peuvent se retrouver et discuter
- La prise en charge tenant compte des traumatismes est un sujet qui doit faire l'objet de discussions continues afin d'en garantir la qualité et la durabilité
- La nécessité de construire des espaces et de créer des ressources pour les travailleurs afin de permettre des réflexions sur les enjeux et les luttes auxquels nous sommes confrontés individuellement et collectivement
- Les organismes doivent définir des valeurs fondamentales dans leur mandat et la formation du personnel doit se fonder sur des expériences personnelles, car cela contribuera à créer des liens et des relations au sein de l'espace de travail

11. Industries extractives et déplacements forcés en République démocratique du Congo

Cet atelier a examiné les facteurs historiques, sociaux et politiques à l'origine des déplacements, l'exploitation des ressources naturelles et le rôle du Canada dans la résolution de ces problèmes. Victor Setibo, directeur national du Service jésuite des réfugiés de la République démocratique du Congo (JRS RDC), a souligné l'impact humanitaire de cette crise de déplacement, en insistant sur la situation critique des femmes et des enfants. Il a conclu en exhortant le Canada et les autres nations à s'attaquer aux causes profondes des déplacements en promouvant une meilleure gouvernance en RDC, en réglementant le commerce international des minerais de conflit et en fournissant une aide humanitaire directe aux populations touchées.

Catherine Coumans de Mining Watch Canada, un organisme à but non lucratif qui défend les intérêts des communautés touchées par les activités minières, a abordé le sujet de l'exploitation des ressources en RDC. Elle a fait remarquer que les opérations minières contaminent souvent les sources d'eau, détruisent les habitats et laissent les populations locales avec peu de ressources pour survivre.

Voici quelques autres éléments retenus de l'atelier :

- Appel à un rôle de leadership du Canada dans la résolution de ces enjeux, en imposant des réglementations plus strictes à ses entreprises minières et en soutenant les communautés affectées en RDC.
- L'importance de la coopération internationale et de la responsabilisation pour limiter l'exploitation des ressources naturelles
- La nécessité d'aide humanitaire et de réformes en matière de gouvernance en RDC
- La nécessité pour les entreprises minières canadiennes de rendre compte de leurs activités à l'étranger
- L'élaboration des solutions durables qui privilégient le bien-être des populations déplacées et l'utilisation équitable des ressources naturelles

12. Atelier de formation : Messages pour récupérer le soutien du public en faveur des réfugiés et des migrants

Cet atelier a exploré comment les membres du CCR peuvent développer des messages qui maintiennent et augmentent le soutien du public canadien pour les réfugiés et les (im)migrants. L'atelier comprenait des présentations de représentants du HCR Canada, de The Breach et de Réfugié 613. Ils ont chacun présenté les ressources de messagerie qu'ils ont développées et déployées.

Voici quelques autres éléments retenus des présentations/discussions :

- Les récits ne sont pas uniques. Ils changent, évoluent et sont le produit de plusieurs histoires qui se rejoignent
- Il est essentiel d'identifier notre public cible et de définir clairement nos objectifs.
- Une communication efficace doit viser à renforcer le soutien à nos organismes tout en minimisant les obstacles potentiels
- L'importance de lutter activement contre la désinformation sur les réfugiés

Les faits saillants de la partie questions/réponses de la session sont les suivants :

- La traduction en français des documents, des messages et des ressources est une étape essentielle pour atteindre un plus grand nombre de communautés
- L'importance d'adapter les messages afin de refléter les préoccupations du public et de plaider pour que les défis des réfugiés soient une priorité dans les politiques gouvernementales
- Le rôle des campagnes de sensibilisation du public pour susciter l'empathie et influencer les discussions politiques au niveau national
- L'alignement des défis mondiaux avec les efforts de plaidoyer locaux permet d'assurer que les parties prenantes, tant publiques que gouvernementales, reconnaissent la nécessité d'un soutien continu
- Obtenir des commentaires des réfugiés et des migrants sur les défis auxquels ils sont confrontés permettent aux organismes de réduire l'écart entre les besoins réels des personnes et ce qui leur est offert.

13. Dialogue avec le gouvernement : Responsabilité pour la promotion de la lutte contre le racisme dans la politique relative aux réfugiés et à l'immigration

Cet atelier a permis aux membres du CCR et au gouvernement de discuter de leurs engagements en faveur de la lutte contre le racisme. Les intervenants de l'atelier étaient des représentants d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), et des représentants du Réseau des réfugiés africains du CCR.

L'atelier a exploré la nécessité de s'attaquer à la stigmatisation des réfugiés et demandeurs d'asile noirs au Canada, ainsi que la manière d'identifier et d'éliminer les obstacles auxquels font face les demandeurs d'asile au Canada.

- Au sein du gouvernement fédéral, il peut être difficile de convaincre les employés de l'existence d'un racisme systémique
- Les systèmes d'oppression reposent invariablement sur la séparation, par les détenteurs du pouvoir, entre les personnes jugées méritantes d'obtenir de l'aide et celles qui ne le sont pas, ce qui influence les politiques d'immigration.
- Un véritable progrès consiste à réorienter les ressources des besoins immédiats vers des actions qui favoriseront un changement durable.
- La lutte contre le racisme est étroitement liée à d'autres formes d'oppression et doit être prise en compte lors de l'élaboration de solutions.
- La formation en diversité, équité et inclusion (DEI) en milieu de travail donne aux gens le vocabulaire nécessaire pour dénoncer le racisme lorsqu'ils en sont témoins.
- Des mécanismes de transparence et de responsabilité doivent être mis en place, en particulier en ce qui concerne le traitement inégal des migrants et des réfugiés africains.

14. Les politiques d'immigration actuelles et leurs effets sur les jeunes nouveaux arrivants

Cet atelier a offert des perspectives sur l'impact des politiques actuelles en matière d'immigration et de protection des réfugiés pour les jeunes nouveaux arrivants qui cherchent à bâtir une vie plus sûre et stable au Canada. Les trois panélistes, Almustafa Abbas, Yankish Chahar et Ana Zavalza, sont tous de jeunes migrants et membres actifs du Réseau des jeunes du CCR. Leurs présentations ont porté sur l'égalité de traitement des réfugiés, un meilleur contrôle et une plus grande responsabilisation du gouvernement canadien, l'élargissement de la définition de la famille, le maintien des familles unies dans les processus migratoires, la réduction des pressions financières sur les étudiants internationaux et la mise en place de politiques qui créent des opportunités plutôt que de les restreindre.

Voici quelques faits saillants et éléments retenus additionnels de l'atelier :

- La nécessité d'accroître la sensibilité et le soutien aux jeunes nouveaux arrivants en fonction de leurs origines, car des origines/expériences différentes nécessiteront des services d'intégration différents
- La difficulté pour les jeunes migrants d'accéder aux soins de santé, en particulier aux soins reproductifs et de santé mentale
- L'absence de collecte de données statistiques sur les jeunes migrants lorsqu'ils sont à charge, non accompagnés ou détenteurs d'une double citoyenneté constitue un enjeu à résoudre, notamment au sein d'IRCC.
- La police et le système judiciaire doivent être mieux informés sur les jeunes migrants et les défis auxquels ils font face.
- Comment un plaidoyer moins sélectif permettra aux jeunes de se sentir plus à l'aise pour demander de l'aide ?

15. Regarder au niveau mondial, penser au niveau local : Meilleures pratiques pour obtenir le soutien du public

Dans cet atelier, un panel composé de représentants du HCR, de l'Université Carlton et de l'Environics Institute for Survey Research a discuté des efforts mondiaux de mobilisation en faveur des droits des réfugiés et a exploré différentes suggestions de politiques et pratiques de plaidoyer.

Les panélistes ont discuté de la manière d'aborder les récits changeants et les préoccupations du public concernant l'accueil des réfugiés au Canada, de la manière dont les responsables gouvernementaux et les organismes peuvent combattre et corriger les idées fausses, ainsi que les leçons que le Canada peut tirer des pratiques migratoires d'autres pays.

Les discussions ont également permis de dégager d'autres éléments clés :

- Il est important d'utiliser les médias à votre avantage et de fournir des informations qui peuvent être relayées avec précision au public.
- Les changements dans les lois n'ont pas d'impact sur l'opinion publique, mais l'opinion publique a un impact direct sur les politiques et les lois, en particulier lorsqu'il y a un manque de confiance dans le système.
- Le récit sur les réfugiés doit mettre en évidence les contributions des réfugiés pour que les gouvernements élaborent des politiques légitimes, efficaces et responsables
- Il est essentiel de demander des comptes aux élus, mais nous devons aussi savoir comment nous engager auprès d'eux

Caucus

Réfugiés palestiniens — De la réflexion à l'action... Comment pouvons-nous nous engager? (POR)

Le caucus a créé un espace pour les membres qui ont participé à l'atelier «Causes profondes des déplacements de Palestiniens et du racisme anti-palestinien : de 1948 à aujourd'hui» afin de se réunir et de discuter des prochaines étapes.

- L'objectif était de transformer les apprentissages de l'atelier en actions significatives que le CCR et ses organismes membres peuvent entreprendre pour soutenir les Palestiniens confrontés à un génocide et pour tenir le gouvernement canadien responsable de sa complicité dans un génocide qui touche une population composée essentiellement de personnes déplacées à l'intérieur du pays.
- Divers organismes ont parlé des différentes manières dont ils se sont mobilisés, notamment en rédigeant des déclarations, en créant des opportunités d'apprentissage, en rejoignant les appels à un embargo sur les armes ainsi que le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).
- Les participants ont également eu l'occasion de discuter des moyens d'établir des priorités dans une période sans précédent.

Assurer la sécurité du personnel et des bénévoles qui aident les migrants : Remédier à l'intimidation et au crime organisé (I&É)

L'objectif de ce caucus était de collaborer à la recherche de solutions permettant d'améliorer la sûreté et la sécurité des personnes travaillant avec des populations vulnérables et de partager les meilleures pratiques pour lutter efficacement contre l'impact de la criminalité organisée sur leur travail.

- Mettre en place des protocoles pour protéger les travailleurs et le personnel chargé des dossiers, en particulier dans les régions éloignées ou les situations dangereuses.
- Plaider en faveur de protections juridiques obligatoires pour les travailleurs et les organismes confrontés à la criminalité organisée.
- Établir des canaux pour signaler les incidents, partager les risques et améliorer la collaboration policière.

Migration secondaire de demandeurs d'asile (PC)

Ce caucus a exploré les raisons pour lesquelles de nombreux demandeurs d'asile choisissent ou sont contraints de s'installer ailleurs après leur arrivée au Québec, en Ontario et dans d'autres grandes villes du Canada.

- Les raisons du choix de nouvelles communautés comprennent les communautés culturelles, linguistiques ou religieuses existantes, l'accès à l'emploi, aux services sociaux, au logement et à l'éducation, ainsi que d'autres facteurs tels que des politiques favorables, le temps/climat et la proximité de la famille.
- Les défis de la migration secondaire comprennent le manque de logements, d'emplois, de services d'installation, les barrières linguistiques, l'isolement social, les coûts élevés et les difficultés à naviguer dans les systèmes et la bureaucratie.

Résultats

Les groupes de travail se sont rencontrés deux fois lors de la Consultation. Chaque groupe a discuté des questions prioritaires, a élu des coprésident-e-s et a voté sur les actions à entreprendre :

Immigration et établissement

Action pour le CCR :

- Continuer à créer des espaces de discussion sur les pratiques tenant compte des traumatismes et organiser des ateliers tout au long de l'année afin de promouvoir la durabilité et le soutien aux communautés de migrants et réfugiés ;
- Mener des actions de plaidoyer auprès de l'IRCC afin de mieux prendre en compte l'impact des traumatismes sur les travailleurs migrants et de promouvoir des politiques d'immigration plus flexibles et axées sur les travailleurs.

Action pour les membres :

- Les membres sont encouragés à s'abonner à l'infolettre du CCR afin de rester informés des activités du CCR et de promouvoir son travail auprès de leurs réseaux.

Inland Protection

Action pour le CCR :

- Appel à un audit des détentions et étendre l'audit de l'ASFC ;
- Stimuler la coordination intergouvernementale ;
- Lancer une campagne de sensibilisation publique afin de renforcer le soutien aux réfugiés.

Action pour les membres :

- Établir des réseaux régionaux sur le programme d'aide au logement provisoire ;
- Les 5 piliers du plan national pour l'asile dans la dignité ;
- Encourager la participation des utilisateurs dans les activités de plaidoyer et de mobilisation de la communauté.

Overseas Protection and Resettlement

Action pour le CCR :

- Continuer à travailler sur la réduction des niveaux d'immigration ;
- Continuer à travailler sur les défis du programme de parrainage du Québec ;
- Continuer à travailler sur les enjeux les plus larges de déplacement forcé à l'échelle mondiale, causés par les conflits, les guerres et l'exploitation.

Action pour les membres :

- Encouragés à rester engagés, à continuer à collaborer et à soutenir la mise en œuvre des résolutions ;
- Développement de ressources éducatives sur les déplacements de Palestiniens et la nécessité d'un engagement plus poussé avec la société civile palestinienne ;
- Faire pression pour une meilleure formation et une plus grande transparence dans le processus de prise de décision des agents des visas, en particulier en ce qui concerne les réfugiés subsahariens.

Évaluations

Les formulaires d'évaluation ont été distribués à la fin de l'événement, et envoyés par courriel.



98%

ont déclaré que la Consultation était bien organisée



98%

ont déclaré que la Consultation offrait suffisamment d'occasions de participer



89%

ont affirmé que la diversité du secteur était bien représentée parmi les orateurs et les modérateurs



97%

ont déclaré qu'ils participeraient aux futures Consultations du CCR



91%

ont estimé que la consultation était suffisamment bilingue



89%

ont déclaré que l'interprétation en personne était utile



99%

ont reconnu que le programme global était solide, notamment en ce qui concerne la qualité des sessions et la combinaison des plénières, des caucus et des ateliers



88%

ont déclaré que leurs besoins en matière d'accessibilité ont été satisfaits

Commentaires des participants



«La séance plénière d'ouverture et la séance plénière du soir ont été des moments forts ! Elles ont toutes les deux apporté des idées concrètes ET de l'inspiration. Je pense qu'elles nous conduiront à l'action. J'ai VRAIMENT apprécié l'introduction de l'action collective intersectorielle lors de la plénière d'ouverture. Nous devrions continuer à travailler avec tous les intervenants ! Et j'espère que nous continuerons à travailler avec Anat dans l'avenir.»

C'était la meilleure des trois consultations auxquelles j'ai participé. J'ai vu beaucoup plus de réfugiés que lors d'autres consultations, ce qui est très important. J'ai également vu des membres du CCR mettre en œuvre la roue du pouvoir en réorganisant les lignes d'orateurs pour s'assurer que les personnes ayant moins de pouvoir puissent s'exprimer. Cela en dit long.

«Les deux ateliers que j'ai trouvés les plus utiles et les plus pratiques étaient « Messages pour récupérer le soutien du public » et « S'éloigner de notre rhétorique ». Les deux ont proposé d'excellentes étapes pratiques pour la diffusion des messages positifs et l'adhésion de la communauté.»

«Merci au personnel et à ceux qui ont travaillé pour cet événement. Leur passion m'a inspiré.»

«Vraiment impressionnant — Il est clair qu'il y a beaucoup de réflexion, de travail et de soin dans la planification, et c'est un plaisir d'y assister. J'apprécie vraiment la roue du pouvoir et les efforts déployés pour la rappeler constamment aux gens et veiller à ce que la consultation soit menée d'une manière qui réponde aux différentes dynamiques de pouvoir. Bravo à l'équipe du CCR :)»

«VOUS ÊTES TOUS EXTRAORDINAIRES! Je ne peux même pas commencer à exprimer la gratitude que j'éprouve, comme tant d'autres participants, pour le travail qui a rendu cela possible. Je pense avoir participé à une quinzaine de Consultations, et celle-ci est de loin la meilleure. En plus d'un excellent contenu, elle a été très bien organisée. Et le dîner était une excellente idée — il améliore les possibilités de réseautage et retient les gens sur le site/évite qu'ils ne reviennent en retard aux sessions.»

«Labor Immigration Justice for All m'a été incroyablement utile en tant que nouvel arrivant au Canada. Il m'a beaucoup appris sur le système du travail et sur les nuances de la culture canadienne, souvent qualifiée de « culture silencieuse ». Le cadre de référence sur la violence fondée sur le sexe a également eu un impact profond sur moi. En tant que femme noire et membre de la communauté LGBTQ+, il m'a ouvert les yeux sur de nouvelles perspectives concernant cette question essentielle. Je croyais initialement que le Canada était un espace totalement sûr, mais en entendant les histoires partagées, j'ai réalisé qu'il y avait encore des défis et des risques dont je n'étais pas consciente.»

Remerciements

Nous sommes reconnaissants à nos sponsors pour leur soutien financier :

Canada



Fondation du Grand Montréal

CUPE·SCFP / Canadian Union of Public Employees
Syndicat canadien de la fonction publique



Canadian
Race Relations
Foundation

Fondation
canadienne des
relations raciales





Les ateliers ont été rendus possibles grâce à l'engagement de nombreux bénévoles à travers le Canada, et nous leur exprimons notre profonde gratitude pour leurs précieuses contributions. Nous remercions également les panélistes et les modérateurs, dont le travail est indispensable au succès de la Consultation!

Nous souhaitons exprimer notre gratitude aux membres du comité local d'organisation pour leur engagement, leur temps et leur énergie :

- *Burundi We Want - Camille Kamanzi*
- *Capital Rainbow Refuge - Maria Hamber*
- *Catholic Centre for Immigrants - Myriam Mekni and Bryn Johnson*
- *Conseil Économique et Social d'Ottawa Carleton (CÉSOC) - Mirela Dranca and Natacha Jackson*
- *Citizen for Public Justice - Emilio Rodriguez and Asvini Uthayakumaran*
- *Community Legal Services of Ottawa - Laura MacLean*
- *Canadian Union of Public Employee - Kelti Cameron and Aditya Rao*
- *Refugee 613 - Louisa Taylor, Ben Sylvester and Elham Ghadieh*

Et un gros merci aux organismes et aux personnes qui ont prêté du matériel :

- *Burundi We Want - Camille Kamanzi*

Nous remercions la professeure Christina Clark-Kazak et ses étudiants de l'Université d'Ottawa pour avoir pris des notes pendant les sessions.

Enfin, notre gratitude va aux bénévoles locaux et aux comités d'organisation des ateliers dont les contributions rendent la Consultation possible.

Le CCR sur la Colline



Le 25 novembre 2024, plus de 50 participants, compris des membres et personnel du CCR, se sont réunis à Ottawa pour « Le CCR sur la Colline, » pour rencontrer des députés, des sénateurs et des officiels afin de défendre et de renforcer l’engagement et la compassion du Canada à l’égard des réfugiés et des migrants. Les élections fédérales approchant à grands pas, il est plus que jamais nécessaire de rappeler aux dirigeants de rejeter et de contrer le discours public qui fait des réfugiés et des migrants des boucs émissaires. Les résultats des élections américaines n’ont fait que souligner l’importance pour le secteur de récupérer le soutien du public et de veiller à ce que le Canada reste un pays ouvert et accueillant pour les réfugiés et les immigrants.

Lors de 43 réunions avec des parlementaires de tous bords, les participants ont pu défendre les messages clés suivants :

Les Canadiens sont fiers de vivre dans un pays qui accueille les réfugiés et les immigrants

- Les Canadiens se sont mobilisés à plusieurs reprises pour répondre aux besoins de ceux qui fuient le danger — que ce soit la crise en Syrie, en Afghanistan ou en Ukraine. Des milliers de personnes ont fait partie de groupes de parrainage de réfugiés, y compris, sans aucun doute, des personnes de votre circonscription. Les réfugiés et les migrants, c’est nous — nos voisins, nos amis et les personnes avec lesquelles nous travaillons. Leur présence a enrichi nos communautés, notre économie et notre démocratie
- Il s’agit d’une question de fierté nationale et de leadership mondial

Tous les partis ont un rôle à jouer pour que la compassion et le leadership en matière de réfugiés et de migrants restent au cœur de l’identité canadienne lors des prochaines élections fédérales

- Les personnes qui jettent l’opprobre sur les réfugiés et les immigrants alimentent la peur et la division. Ils divisent les Canadiens au lieu de les unir. Évitions la rhétorique de division que nous voyons dans d’autres pays
- Si l’un d’entre nous craignait pour sa vie ou celle de sa famille, nous aimerions savoir que d’autres seraient prêts à nous aider à trouver la sécurité
- Les Canadiens ont le droit d’exiger que des mesures soient prises pour combler les lacunes de notre système de logement et de soins de santé. Nous n’avons pas à choisir entre la défense de ces droits et des mesures visant à assurer un avenir sûr aux personnes qui fuient les dangers et les persécutions

Il est temps de mettre en place un système équitable et efficace pour l'Asile dans la dignité pour les personnes qui viennent au Canada à la recherche de sécurité dans nos frontières

- Le Canada sait accueillir et évaluer les dossiers des demandeurs d'asile de manière efficace et équitable
- Nos organismes travaillent tous les jours avec des réfugiés et des migrants, et nous connaissons les solutions qui fonctionnent, et ce pour une fraction du coût des dépenses gouvernementales. En renforçant les solutions communautaires éprouvées, nous pouvons à la fois économiser de l'argent et sauver des vies
- Le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir de nouvelles ressources et à prendre de nouvelles mesures afin de mettre en place un système capable de garantir l'Asile dans la dignité (en investissant dans le logement, l'aide juridique et les moyens d'améliorer le processus d'asile). Veillons à ce que les efforts soient orientés vers les bonnes solutions qui peuvent contribuer à mettre fin au sans-abrisme et à mettre en place le système d'asile bien géré que les Canadiens souhaitent

Lors de chaque réunion, les membres ont appelé les parlementaires à rester #DédiéàLaCompassion. Les parlementaires ont été invités à agir, à prendre la parole dans leurs communautés et au sein de leur parti pour rappeler aux dirigeants élus que la façon dont ils parlent aux Canadiens et ce qui est proposé dans les programmes électoraux comptent pour la vie des réfugiés et des migrants et le bien-être de tous au Canada.

Le CCR est ravi d'avoir reçu une réponse et participation aussi enthousiaste de la part des membres à propos du CCR sur la Colline et espère que cette activité deviendra un élément régulier de la programmation du CCR.

Les droits locaux et mondiaux des réfugiés et des migrants sont en jeu et les défis auxquels ils sont confrontés sont considérables. C'est grâce à l'aide d'individus et d'organisations engagés qui travaillent sans relâche pour changer leurs communautés et qui pressent leurs dirigeants de veiller à ce que les réfugiés et les migrants trouvent la sécurité, la compassion et le soutien nécessaires pour s'épanouir et contribuer à notre avenir collectif que nous gardons l'espoir.